

Madagascar (Catégorie 2)

Le gouvernement de Madagascar ne se conforme pas entièrement aux normes minimales pour l'élimination de la traite mais fait des efforts significatifs pour y parvenir. Le gouvernement a fait preuve d'efforts globalement accrus par rapport à la période du rapport précédent, compte tenu de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur sa capacité de lutte contre la traite ; Madagascar est donc resté dans la Catégorie 2. Ces efforts comprennent l'augmentation des enquêtes et des poursuites des crimes présumés de traite, le rapatriement des victimes de traite, l'opérationnalisation de deux nouveaux centres à guichet unique pour fournir une assistance aux victimes d'exploitation sexuelle des enfants, y compris la traite d'enfants, et l'établissement d'un deuxième centre spécialisé pour les victimes de violence basée sur le genre, y compris les victimes de traite. Pour la première fois au cours des dernières années, le gouvernement a déclaré avoir pris des mesures d'application de la loi dans des affaires de traite impliquant le tourisme sexuel impliquant des enfants. Toutefois, le gouvernement n'a pas respecté les normes minimales dans plusieurs domaines clés. Malgré les rapports continus faisant état d'une complicité présumée, le gouvernement n'a demandé des comptes à aucun des fonctionnaires complices et n'a pas enquêté sur les rapports faisant état de fonctionnaires facilitant la traite d'enfants à des fins sexuelles ou le classement des affaires de traite. Le gouvernement n'a toujours pas mis en place de procédures opérationnelles standard officielles pour identifier de manière proactive les victimes de traite et les orienter vers une prise en charge, et il n'a pas identifié de victimes étrangères de la traite. Les efforts globaux déployés pour lutter contre les crimes de traite interne, notamment la servitude domestique, la mendicité forcée et la traite d'enfants à des fins sexuelles, sont restés inadéquats.

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES :

Enquêter et poursuivre vigoureusement les délits de traite, y compris les fonctionnaires complices et les auteurs de délits de traite interne, et condamner les auteurs condamnés de manière adéquate. • Identifier systématiquement et de manière proactive les victimes de traite en recherchant les indicateurs de traite parmi les populations vulnérables, notamment les enfants travailleurs, les femmes exploitées dans le commerce du sexe, les travailleurs migrants et les ressortissants

Chinois travaillant sur des projets d'infrastructure financés par le gouvernement Chinois. • Orienter toutes les victimes de traite identifiées vers les services de protection appropriés, y compris les victimes de traite interne, comme la servitude domestique, la mendicité forcée, la traite d'enfants à des fins sexuelles, les travailleurs migrants et les ressortissants Chinois travaillant sur des projets d'infrastructure financés par le gouvernement Chinois. • Institutionnaliser la formation des agents de première ligne sur l'investigation des cas et l'utilisation de procédures opérationnelles standard pour l'identification et l'orientation des victimes vers les services appropriés. • Finaliser, adopter et fournir un financement approprié pour mettre en œuvre un plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains. • Modifier la loi de 2014 sur la lutte contre la traite des êtres humains afin de garantir que les peines prescrites pour la traite d'adultes à des fins sexuelles soient proportionnelles à celles prévues pour d'autres crimes graves, tels que le viol et/ou l'enlèvement. • Améliorer la coordination entre les forces de l'ordre et les procureurs/juges d'instruction, notamment en organisant régulièrement des conférences de cas et en menant des enquêtes sous la direction des procureurs. • Établir et mettre en œuvre une réglementation et une surveillance strictes des sociétés de recrutement, et renforcer l'application de la loi, notamment en enquêtant et en poursuivant les personnes impliquées dans le recrutement frauduleux de main-d'œuvre. • Renforcer la protection des travailleurs migrants en interdisant les frais de recrutement facturés aux travailleurs migrants et en exigeant des salaires minimums, une formation avant le départ, un contrat standard mutuellement applicable, un mécanisme de plainte pour les travailleurs qui rentrent chez eux et une liste noire publique des employeurs abusifs. • Améliorer le système d'identification national, y compris une base de données et des dispositifs anti-fraude, afin de prévenir la traite d'enfants à des fins sexuelles basé sur la délivrance de documents frauduleux. • Accroître l'utilisation par toutes les agences concernées de la base de données nationale centralisée de lutte contre la traite des êtres humains afin de rendre plus efficace la collecte de données, notamment le nombre de victimes identifiées, d'affaires instruites et poursuivies, et de condamnations. • Mener des campagnes de sensibilisation au niveau communautaire afin de sensibiliser le public à toutes les formes de traite, y compris la traite d'enfants à des fins sexuelles et la traite interne.

POURSUITE

Le gouvernement a maintenu les efforts de répression de la traite des êtres humains. La loi n° 2014-040 a criminalisé la traite à des fins sexuelles et la traite des travailleurs et prescrit des peines allant de deux à cinq ans d'emprisonnement et une amende d'un million à 10 millions d'ariary malagasy (MGA) (260 à 2 610 dollars) pour les infractions impliquant une victime adulte, et de cinq à dix ans d'emprisonnement et une amende de deux millions à 20 millions MGA (520 à 5 230 dollars) pour celles impliquant une victime enfant. Ces peines étaient suffisamment sévères. Pour les infractions impliquant des enfants, en ce qui concerne la traite à des fins sexuelles, ces peines étaient proportionnelles à celles prescrites pour d'autres crimes graves, tels que le viol ; en revanche, les infractions impliquant la traite d'adultes à des fins sexuelles n'étaient pas proportionnelles à celles prescrites pour d'autres crimes graves.

Le gouvernement a déclaré avoir enquêté sur 24 cas potentiels de traite impliquant au moins 30 suspects, contre 16 enquêtes impliquant au moins 16 suspects au cours de la période du rapport précédent. Le gouvernement a arrêté au moins 20 auteurs de traite présumés ; un grand nombre d'entre eux étaient toujours en détention provisoire à la fin de la période considérée, tandis que le gouvernement a temporairement libéré certains suspects.

Le gouvernement a déclaré avoir engagé des poursuites dans huit affaires de traite, impliquant au moins huit auteurs de traite présumés, contre la poursuite de sept auteurs de traite présumés dans une affaire en 2019. Le gouvernement a déclaré avoir renvoyé tous les autres cas enquêtés en vue de poursuites, mais n'a pas déclaré avoir engagé des poursuites ou fourni des mises à jour sur les affaires en cours. Le Pôle Anti Corruption (PAC) d'Antananarivo, dont le mandat comprenait les affaires de traite transnationale ou impliquant des réseaux criminels ou des documents frauduleux, a condamné deux auteurs de traite accusés d'avoir incité frauduleusement des femmes Malagasy à se rendre en Chine à des fins d'exploitation, contre six condamnations en 2019 et zéro condamnation en 2018 et 2017. Le PAC a condamné les deux auteurs de traite à six ans d'emprisonnement. Une deuxième branche du PAC a commencé ses activités à Mahajanga en octobre 2020. Pour la première fois au cours des dernières années, le gouvernement a déclaré avoir enquêté et poursuivi des suspects impliqués dans la traite d'enfants à des fins sexuelles, y compris le tourisme sexuel impliquant des enfants. À Toliara, les autorités ont poursuivi et condamné un touriste étranger qui s'était livré à la traite d'enfants à des fins sexuelles et était accusé d'exploitation sexuelle d'enfants. Le tribunal de première instance a reconnu le touriste coupable de pédophilie et l'a

condamné à cinq ans d'emprisonnement et à une amende de 10 millions MGA (2 610 dollars) ; toutefois, l'auteur a fait appel de sa condamnation, invoquant un mauvais état de santé, et les tribunaux l'ont ensuite libéré et ont suspendu le jugement. Le gouvernement n'a pas fait état de l'issue des six autres poursuites signalées. Dans l'ensemble, les efforts déployés pour enquêter et poursuivre les crimes de traite interne, notamment la servitude domestique, la mendicité forcée et la traite d'enfants à des fins sexuelles, sont restés insuffisants par rapport à l'ampleur du problème, et les responsables ont continué à faire fréquemment l'amalgame entre traite et trafic. Depuis mai 2020, le Bureau National de Lutte contre la Traite des Rtres Humains (BNLTEH) gère une base de données nationale pour la collecte d'informations relatives à la traite ; cependant, tous les ministères concernés n'ont pas régulièrement contribué à la base de données, de sorte que les statistiques nationales sur l'application de la loi restent difficiles à obtenir et à vérifier.

Le gouvernement n'a pas fait état d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations de fonctionnaires complices de délits de traite ; cependant, la corruption et la complicité des fonctionnaires dans les délits de traite sont restées des préoccupations importantes, entravant l'action des forces de l'ordre au cours de l'année. En outre, les procédures stipulant qu'un fonctionnaire ne peut être arrêté sans l'autorisation de son supérieur hiérarchique ont empêché de tenir les fonctionnaires complices de crimes de traite pour responsables. Les observateurs ont signalé que certains fonctionnaires continuaient d'aider des ressortissants Malagasy à obtenir des documents de voyage frauduleux afin de contourner l'interdiction de voyager en 2013 dans certains pays du Moyen-Orient où les auteurs de traite ont exploité des travailleurs Malagasy. Des observateurs ont également affirmé qu'un réseau de fonctionnaires continuait à produire de faux documents d'identité utilisés pour faciliter la traite d'enfants à des fins sexuelles, en particulier dans les zones côtières comme Nosy Be ; toutefois, le gouvernement n'a pas indiqué avoir ouvert une enquête sur ces allégations persistantes. Des juges ont libéré des délinquants sexuels accusés, dont certains pouvaient être des auteurs de traite et étaient souvent des citoyens étrangers, à la demande, semble-t-il, de hauts responsables du gouvernement.

En partenariat avec une ONG, le gouvernement a formé neuf agents des forces de l'ordre, gendarmes et juges à Toamasina et Morondava sur le signalement de la traite d'enfants à des fins sexuelles, contre au moins 110 agents formés en 2019 et 264 en 2018. Malgré les efforts de formation, le gouvernement n'a pas

institutionnalisé la formation à la lutte contre la traite, et certains policiers, agents de l'immigration, procureurs et juges ont continué à ne pas avoir une compréhension claire de la traite, ce qui a entravé les efforts de répression et d'identification des victimes. La coordination et le partage d'informations entre le parquet et la police étaient inadéquats et continuaient d'entraver la progression des affaires. En décembre 2019, le gouvernement, en partenariat avec une organisation internationale, a approuvé un accord inter-agences entre le système judiciaire, la police nationale et la gendarmerie nationale afin d'établir un protocole pour une coordination efficace sur les affaires de traite ; cependant, les différentes agences n'avaient pas signé l'accord et n'ont pas signalé de cas de sa mise en œuvre pour la deuxième période de rapport consécutive. En raison de la longueur des procédures judiciaires et de l'absence de mise en œuvre de la protection des victimes dans les procédures pénales, les victimes et les familles choisissaient souvent de régler les conflits, y compris les délits de traite, par le biais de médiations familiales informelles au niveau local. Les victimes étaient souvent réticentes à porter plainte par crainte de représailles.

PROTECTION

Le gouvernement a accru les efforts de protection des victimes. En raison de l'absence de collecte de données coordonnée au niveau national, le gouvernement n'a pas communiqué de données complètes. Le gouvernement a déclaré avoir identifié au moins 175 victimes de traite au cours de la période du rapport, contre au moins 111 victimes identifiées au cours de la période précédente. Parmi les victimes identifiées, 172 étaient des femmes, trois des hommes ; 171 étaient des adultes, quatre des enfants ; et toutes les victimes étaient des ressortissants Malagasy. Le gouvernement a fourni diverses formes d'assistance, notamment des services médicaux, des conseils psychosociaux et un soutien financier, à au moins 117 victimes de la traite des êtres humains, contre au moins 103 victimes assistées lors de la période précédente. Outre les victimes identifiées par le gouvernement, les ONG et les organisations internationales ont déclaré avoir identifié et aidé au moins 973 victimes potentielles, en leur fournissant des services de protection, notamment des soins médicaux, une aide à la réinsertion sociale et un soutien scolaire. Le gouvernement, avec le soutien d'organisations internationales, a rapatrié 305 femmes Malagasy, y compris des victimes potentielles de traite, du

Moyen-Orient - 176 du Koweït, 75 d'Arabie saoudite et 54 du Liban - où elles travaillaient comme domestiques et étaient potentiellement exploitées dans la servitude domestique, contre 68 victimes rapatriées du Koweït au cours de la période précédente. Selon le gouvernement et les organisations internationales, toutes ces femmes se sont retrouvées bloquées à l'étranger en raison des fermetures d'entreprises, des restrictions de voyage et des fermetures de frontières liées à la pandémie.

Le gouvernement n'avait toujours pas de procédures opérationnelles normalisées officielles pour identifier de manière proactive les victimes de traite des êtres humains et pour les orienter vers des services de prise en charge ; en revanche, il existait des procédures opérationnelles normalisées disparates entre les différents ministères. Une organisation internationale a déclaré avoir formé les agents des forces de l'ordre et les prestataires de services à un manuel d'identification et d'orientation des victimes ; toutefois, le manuel ne comprenait pas de méthodes permettant de dépister de manière proactive les groupes vulnérables afin d'identifier les victimes potentielles de traite. Le manuel comprenait une liste d'organisations d'assistance vers lesquelles les victimes devaient être orientées pour recevoir des soins. Le gouvernement n'a pas distribué le manuel et les fonctionnaires ne l'ont que très peu utilisé en dehors d'Antananarivo. Le Service Central des Enquêtes Spécialisées et de Lutte contre la Fraude Documentaire au sein de la police nationale aurait élaboré un questionnaire d'identification des victimes à utiliser lors des enquêtes ; toutefois, le gouvernement n'a pas déclaré avoir mis en œuvre cet outil au cours de la période considérée.

Le Ministère de la Population, en collaboration avec une organisation internationale, a continué à coordonner plus de 700 réseaux de protection de l'enfant à travers le pays afin de protéger les enfants contre diverses formes de maltraitance et d'exploitation, et de garantir l'accès aux services médicaux et psychologiques pour les victimes de crimes, y compris de la traite. En raison du manque de ressources, seuls quelque 600 réseaux de protection de l'enfance ont fourni une assistance de base par le biais des hôpitaux et des centres de santé publics, et la plupart des réseaux ont orienté les victimes vers des organisations internationales et des ONG pour une assistance supplémentaire ; il s'agit toutefois d'une augmentation par rapport aux 400 réseaux opérant au cours de la période de référence précédente. Grâce à l'orientation des réseaux de protection de l'enfance, une organisation internationale a aidé 876 enfants (487 filles et 389 garçons), notamment des victimes d'exploitation sexuelle et des pires formes de travail des

enfants, y compris la traite des enfants. Le Centre Mitsinjo, un centre d'hébergement temporaire appartenant au gouvernement et destiné aux victimes adultes rapatriées, a aidé une victime potentielle pendant la période considérée. Étant donné que les bénéficiaires prévus de l'hébergement au centre ont dû être mis en quarantaine après avoir voyagé pendant la pandémie, les femmes rapatriées, y compris les victimes potentielles de traite, ont été hébergées dans un hôtel payé par des organisations internationales. Le gouvernement a indiqué que le centre était plutôt utilisé comme abri d'urgence pour les victimes d'autres types de violence pendant la majeure partie de la période considérée. Six hôpitaux publics disposaient de centres de soutien aux victimes " à guichet unique " qui offraient une assistance aux enfants victimes de divers abus, dont la traite à des fins sexuelles ; les centres de soutien à guichet unique - situés à Antananarivo, Mahajanga, Nosy Be, Toamasina, Tolagnaro et Toliara - offraient aux victimes une assistance médicale, un soutien psychologique et un accès à la police et aux travailleurs sociaux. Le gouvernement a déclaré avoir aidé 1 304 enfants (dont 14 garçons) dans ces installations ; cependant, le gouvernement n'a pas indiqué le nombre de victimes de traite identifiées qui ont été aidées. Le gouvernement a ouvert et opéré deux nouveaux centres à guichet unique à Tolagnaro et Toliara au cours de la période du rapport. Le Ministère de la Population, en partenariat avec une organisation internationale, a continué à gérer un programme de placement en famille d'accueil pour les enfants exploités à Nosy Be ; le gouvernement n'a pas fourni de statistiques sur le nombre de familles d'accueil disponibles ou de bénéficiaires pour la deuxième période de rapport consécutive. Le gouvernement a continué à gérer et à financer le centre Manjary Soa à Antananarivo, qui a accueilli 30 enfants qui avaient été retirés de situations de travail forcé et de traite à des fins sexuelles. Ce centre offrait une formation professionnelle ou une réintégration dans le système scolaire public et permettait aux victimes de rester au centre pendant une année scolaire entière. La ville d'Antananarivo a continué à gérer un centre d'urgence pour les enfants victimes de crimes, y compris les victimes de servitude domestique et de mendicité forcée, qui étaient fréquemment référés par le service de police des mœurs et de la protection des mineurs ; la ville, en partenariat avec une organisation internationale, fournissait de la nourriture, un hébergement, une aide psychologique et médicale, et des services éducatifs. En novembre 2020, le gouvernement, en partenariat avec une organisation internationale, a créé un deuxième centre spécialisé pour les victimes de violences basées sur le genre, y compris les victimes de traite, à Antananarivo ; le Ministère de la Population a assuré la formation du personnel du nouveau centre d'accueil sur l'identification

des victimes de la traite. Ces centres fournissent gratuitement un soutien psychologique, des soins médicaux et une assistance juridique ; le gouvernement n'a pas indiqué le nombre de victimes de traite assistées pendant la période considérée.

La loi de 2014 sur la lutte contre la traite des êtres humains exigeait des autorités qu'elles envisagent des alternatives légales pour les victimes étrangères de la traite des êtres humains qui pensent qu'elles risquent d'être confrontées à des difficultés ou à des représailles si elles sont renvoyées dans leur pays d'origine, mais le gouvernement n'a pas déclaré avoir accordé cette protection aux victimes au cours de la période du rapport. Selon des rapports occasionnels, le gouvernement a arrêté ou puni des victimes de la traite pour des actes illégaux que les auteurs de traite les ont obligées à commettre ; la police a parfois arrêté des filles pour prostitution sans les examiner ou les identifier comme victimes de traite et a parfois gardé temporairement des victimes potentielles de traite transnationale des travailleurs dans des postes de police en raison du manque d'hébergement alternatif. Les observateurs ont rapporté que les employeurs poursuivaient souvent les anciens enfants domestiques pour éviter de payer les salaires impayés accumulés dans les cas où les victimes auraient signalé leurs abus ; cependant, le gouvernement n'a pas déclaré avoir enquêté sur ces incidents. Afin d'éviter les représailles de la part des auteurs de traite présumés, les procès relatifs à la traite des êtres humains pourraient se tenir à huis clos ou en privé, dans l'intérêt de la confidentialité et de la vie privée de la victime ou du témoin ; toutefois, le gouvernement n'a pas indiqué avoir procédé ainsi pendant la période considérée. Alors que la loi de 2014 contre la traite des êtres humains donnait aux victimes le droit à un dédommagement, pour la septième année consécutive, le gouvernement n'a pas appliqué cette disposition.

PRÉVENTION

Le gouvernement a maintenu ses efforts pour prévenir la traite. Le BNLTEH, sous l'égide du bureau du Premier ministre, a continué à diriger les efforts nationaux du gouvernement en matière de lutte contre la traite des êtres humains. Au cours de la période du rapport, le gouvernement a consacré des ressources supplémentaires au BNLTEH, faisant passer le personnel total de six à 15 fonctionnaires. La loi de finance de 2020 prévoyait un budget dédié de 410 millions MGA (107 200 dollars)

pour les programmes de lutte contre la traite dirigés par le BNLTEH ; cependant, le gouvernement n'a débloqué aucun financement au BNLTEH au cours de l'année, attribuant cette décision à la pression exercée sur le budget national pendant la pandémie. Le manque de financement a entraîné l'annulation de la plupart des activités prévues par le BNLTEH. Le gouvernement ne disposait pas d'un plan d'action national (PAN) contre la traite des êtres humains ; la BNLTEH a finalisé un projet de PAN actualisé, qui attendait l'approbation du Premier Ministre à la fin de la période couverte par le rapport. Le gouvernement a maintenu ses efforts pour mener des campagnes de sensibilisation du public au cours de la période du rapport. Le BNLTEH, en partenariat avec une organisation internationale, a lancé une campagne en ligne axée sur les risques accrus de traite des êtres humains dans le contexte des défis socio-économiques pendant la pandémie. Le BNLTEH a également diffusé quatre séries d'affiches pour sensibiliser les ministères concernés. Malgré la diminution des voyages aériens due à la pandémie, le BNLTEH a continué à diffuser une vidéo sur les risques de migration dangereuse et de traite des êtres humains à l'aéroport international d'Ivato. Le BNLTEH a mis en place une ligne d'assistance téléphonique pour signaler les cas de traite des êtres humains et a affecté du personnel à la réception des appels entrants, toutefois, l'appel vers la ligne téléphonique n'était pas gratuit et la publicité pour faire connaître le numéro était limitée. En partenariat avec une organisation internationale, le Ministère de la Population a continué à gérer une ligne d'assistance nationale gratuite pour signaler les cas de maltraitance d'enfants. Le gouvernement a déclaré avoir identifié 37 cas d'exploitation d'enfants - dont au moins 23 cas de travail forcé dans le cadre de la servitude domestique et au moins trois cas de traite d'enfants à des fins sexuelles- à partir de la ligne d'assistance téléphonique au cours de la période du rapport, contre 27 cas au cours de la période précédente.

Une interdiction de 2013 sur les voyages des travailleurs migrants vers les pays du Moyen-Orient que le gouvernement considérait comme à haut risque est restée en place ; cependant, les agences de recrutement illicites ont contourné l'interdiction en envoyant des travailleurs via les Comores, l'Éthiopie, le Kenya, Maurice et les Seychelles. Pour tenter de résoudre ce problème et d'identifier les agences impliquées dans le recrutement frauduleux, le gouvernement a maintenu la suspension de toutes les accréditations existantes pour les agences de placement et, par conséquent, l'interdiction de recruter des travailleurs pour un emploi à l'étranger. En raison de ces interdictions, les citoyens Malagasy n'ont toujours pas

de moyens légaux de se rendre à l'étranger pour y travailler et n'ont donc pas accès aux mécanismes de protection disponibles dans le cadre de voyages autorisés, ce qui accroît leur vulnérabilité à la traite et au chantage. Le ministère du Travail, de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales a continué à superviser le processus de déplacement des travailleurs migrants vers les pays hors du Golfe en exigeant l'approbation du contrat par l'ambassade Malagasy concernée. Le Ministère du Travail et le Ministère de la Jeunesse, en partenariat avec une organisation internationale, ont créé des groupes de discussion sur le recrutement équitable dans les régions d'Analamanaga, de Diana et de Sava ; ces groupes se sont réunis régulièrement pour évaluer les possibilités d'emploi à l'étranger, identifier les alternatives à la migration professionnelle et sensibiliser aux risques de la migration de travail illégale.

Le gouvernement a intensifié ses efforts pour réduire la demande d'actes sexuels commerciaux, y compris le tourisme sexuel impliquant des enfants. Les responsables locaux de Toliara, une destination pour le tourisme sexuel impliquant des enfants, ont intensifié leurs efforts pour enquêter sur les suspects de tourisme sexuel impliquant des enfants, y compris ceux qui achètent des services sexuels à des enfants. Le Ministère du Tourisme, en partenariat avec des organisations internationales, a continué à contrôler l'engagement des quelque 1 000 opérateurs touristiques de 12 régions qui avaient précédemment adhéré au code de conduite du tourisme contre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants et le tourisme sexuel. Le Ministère du Tourisme a indiqué qu'elle continuait à mener un nombre inconnu d'inspections de conformité de routine ; cependant, le gouvernement n'a pas indiqué le nombre d'inspections menées au cours de la période considérée, si des opérateurs hôteliers ont été trouvés en violation du code, ou si des mesures ont été prises pour rectifier la non-conformité. Le Ministère du Tourisme a mené un nombre indéterminé d'inspections de conformité dans les hôtels afin de rappeler aux hôtels leur obligation d'afficher dans leurs zones de réception des posters faisant état de l'interdiction de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ; le gouvernement a également maintenu de tels panneaux dans les aéroports à titre d'avertissement pour les touristes. Le Ministère du Tourisme, en partenariat avec des ONG et un donateur international, a continué à diffuser des brochures aux touristes pour leur rappeler que la traite des enfants à des fins sexuelles est illégale et leur indiquer la marche à suivre pour signaler un crime de traite. Le gouvernement n'a pas fourni de formation à la lutte contre la traite des êtres humains aux diplomates.

PROFIL DE TRAITE

Comme indiqué au cours des cinq dernières années, les auteurs de traite d'êtres humains exploitent des victimes nationales et étrangères à Madagascar, et les auteurs de traite exploitent des victimes Malagasy à l'étranger. Les auteurs de traite exploitent les enfants Malagasy, provenant principalement des régions rurales et côtières et des familles pauvres des zones urbaines, dans le cadre de la traite d'enfants à des fins sexuelles et du travail forcé dans les services domestiques, les mines, la pêche et l'agriculture dans tout le pays. La prévalence de la mendicité forcée des enfants continue d'augmenter à Antananarivo ; les rapports indiquent que les auteurs de traite forcent les enfants, y compris ceux qui sont handicapés, à travailler pendant de longues heures et dans des conditions dangereuses, souvent à la demande de leurs parents. La plupart des traites d'enfants à des fins sexuelles ont lieu dans les destinations touristiques, les villes urbaines, les régions de culture de la vanille et autour des sites miniers formels et informels, avec la participation et l'encouragement des membres de la famille ; cependant, les opérateurs touristiques, les hôtels, les chauffeurs de taxi, les centres de massage et les adultes locaux dans le commerce du sexe facilitent également ce crime. Les auteurs de traite continuent d'exploiter des filles âgées de 13 ans seulement dans le cadre du tourisme sexuel impliquant des enfants à Nosy Be et dans d'autres régions côtières, de plus en plus à Toliara. Les hommes Malagasy exploitent la majorité des enfants victimes de traite à des fins sexuelles. Bien que les arrivées de touristes aient diminué en 2020, historiquement, la plupart des touristes sexuels étrangers à Madagascar sont des ressortissants Français et Italiens, et, dans une moindre mesure, d'autres Occidentaux et Comoriens. Dans les zones côtières comme Nosy Be, Toliara, Mahajanga et Toamasina, les parents encouragent les filles, dès l'âge de 15 ans, à devenir financièrement indépendantes en se livrant à des activités sexuelles commerciales avec des touristes étrangers ; les auteurs de traite profitent de cette norme culturelle pour exploiter les filles dans le cadre de la traite d'enfants à des fins sexuelles. Les auteurs de traite recrutent frauduleusement certains enfants pour les faire travailler à Antananarivo et à Mahajanga comme serveuses et masseuses avant de les exploiter dans le cadre de la traite d'enfants à des fins sexuelles. Les auteurs de traite continuent d'abuser des pratiques traditionnelles de mariage arrangé, d'achat de fiancées et de marchés aux filles pour exploiter les filles dans le cadre de la traite d'enfants à des fins sexuelles. Des fonctionnaires du

gouvernement seraient complices de la fourniture de cartes d'identité nationales falsifiées aux auteurs de traite, ce qui facilite la traite d'enfants à des fins sexuelles à Madagascar et le travail forcé dans le service domestique des femmes Malagasy à l'étranger. Pendant la pandémie, les auteurs de traite à des fins sexuelles ont exploité de plus en plus de femmes et d'enfants en ligne ; dans certains cas, les auteurs ont attiré des femmes des provinces rurales à Antananarivo en leur promettant un emploi, mais les ont ensuite forcées à réaliser des actes sexuels en ligne pour des clients étrangers. Des rapports précédents indiquaient que la traite des garçons à des fins sexuelles devenait plus fréquente. Le travail forcé a persisté dans le contexte des *dinas*, qui sont des arrangements informels pour le paiement ou en réponse à un acte répréhensible et un moyen de résoudre les conflits ou de payer des dettes.

De nombreuses femmes Malagasy sont employées comme domestiques en Chine, au Liban, au Koweït et en Arabie Saoudite, et les médias rapportent que des agences de placement informelles tentent toujours de contourner l'interdiction de 2013 d'envoyer des travailleurs au Moyen-Orient en les acheminant via les Comores, l'Éthiopie, le Kenya, l'île Maurice et les Seychelles en utilisant des visas touristiques légitimes pour éviter de déclarer les voyageurs comme travailleurs migrants. Des auteurs de traite agissant en tant qu'agents dans des agences de recrutement de main-d'œuvre envoient des femmes Malagasy en Chine avec des cartes d'identité falsifiées, où elles sont exploitées dans le cadre d'un travail forcé dans l'agriculture ou de la servitude domestique. Les auteurs de traite et les employeurs peuvent exploiter les hommes Malagasy dans le travail forcé dans les secteurs des services et de la construction au Moyen-Orient et dans le service domestique en Chine. La suspension de l'accréditation des agences de placement a conduit les employeurs et les auteurs de traite à cibler de plus en plus les travailleurs migrants pour les faire chanter ou leur demander des pots-de-vin. Des rapports indiquent que les auteurs de traite et les employeurs exploitent les travailleurs Malagasy dans les États du Golfe en recourant à diverses formes d'abus, telles que la violence physique, la retenue du salaire et la confiscation des passeports. Les ressortissants Chinois travaillant à Madagascar, en particulier dans le secteur de la construction, peuvent avoir été forcés à travailler, y compris par les entreprises d'État qui les employaient.

